



## ARGENTINE - Le vol de la mort. Mémoire du 5 mai 1977

Par [Adolfo Pérez Esquivel](#)

Mondialisation.ca, 02 juin 2009

[SERPAJ](#) 2 juin 2009

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

*[Adolfo Pérez Esquivel](#) a reçu le prix Nobel de la paix en 1980 pour son travail de défense des droits humains. Dans ce texte rédigé le 5 mai 2009, il revient sur ce qu'il a vécu il y a 32 ans, et sur ce que de nombreuses Argentines et de nombreux Argentins ont vécu aussi, en laissant leur vie.*

Buenos Aires, le 5 mai 2009.

Chacun garde dans sa mémoire les faits et les événements qui ont marqué sa vie. Ce ne sont pas des événements isolés dans la vie du peuple, la situation du pays et dans la communauté d'appartenance de chacun.

Je me trouvais en Équateur où je participais à la rencontre des évêques latino-américains qui avait lieu à la Casa de Santa Cruz, à Riobamba, dans le diocèse de Monseigneur Leonidas Proaño. C'est là que nous avons appris l'assassinat de Monseigneur Angelelli en Argentine. C'était l'un des évêques invités qui n'avait pas pu venir à cette rencontre. L'archevêque de Santa Fe en Argentine, Monseigneur Vicente Zaspé, était aussi avec nous.

La répression militaire équatorienne envahit le lieu de la retraite pour arrêter les 17 évêques et les religieux et les laïcs qui s'y trouvaient. Nous avons été détenus et emmenés dans une prison militaire à Quito à quelque 300 kilomètres de là. Ce fut une des opérations continentale du Plan Condor, imposé par le biais de la Doctrine de la sécurité Nationale promue sous la direction des États-Unis dans les régimes dictatoriaux de l'époque.

À mon retour en Argentine après ma libération en Équateur, j'ai été détenu au Département central de la police fédérale, le 4 avril 1977, anniversaire de l'assassinat de Luther King. C'était le premier jour de la Semaine sainte. C'étaient des moments de forte tension et de résistance spirituelle. Puis j'ai été emmené à la Surintendance de la sécurité fédérale, un centre de torture où j'ai été enfermé dans un tube, un cachot petit et malodorant du fait des restes laissés par les prisonniers précédents. Par cet endroit sont passés les Graiver, le directeur du Buenos Aires Herald, Robert Cox, entre autres. C'était un endroit où passaient les prisonnières qui étaient transférées vers d'autres prisons avec la promesse qu'on allait les libérer. Quand elles sortaient dans la rue, l'État de siège était déclaré, on les enfermait à nouveau.

Le 5 mai 1977, de très bon matin, le gardien ouvre la porte du cachot et on me fait sortir pour m'emmener dans un bureau où ils m'apprennent que je vais être transféré. Ils ne me donnent aucune autre information. Un officier est chargé de m'accompagner avec deux

autres officiers et deux sous-officiers qui me mettent les menottes et me font monter dans une voiture cellulaire où je suis enfermé dans un compartiment si étroit que je suis obligé de rester debout.

Après un parcours d'environ une heure et demie, on s'arrête et je vois que nous sommes à l'aérodrome de San Justo – une pancarte me permet de l'identifier – près d'un hangar d'où est tracté un petit avion. On me fait monter et on m'enchaîne sur le siège arrière. Là se trouvent le pilote, le copilote et les officiers et sous-officiers qui sont venus me chercher à la Surintendance de la sécurité fédérale. Ils sont armés de mitrailleuses ; l'avion prend la piste et s'élève en se dirigeant vers le Río de La Plata.

J'ai demandé où l'on m'emmenait mais le silence était absolu. Je connais parfaitement la zone que nous survolions car, pendant des années, j'ai navigué dans cette région. Je pouvais voir les rivières Paraná de Las Palmas, le Paraná Mini et le Paraná Guazú, la Barra de San Juan, la ville de Colonia [\[1\]](#) et les lumières de Montevideo. Ce parcours était inexplicable ainsi que le temps que nous avons passé en l'air en tournant en rond sans destination.

Les gardes parlaient entre eux à voix basse et l'un d'eux s'approcha pour vérifier comment étaient les chaînes qui m'attachaient au siège et contrôler le cadenas. Je le sentais très nerveux et troublé mais il restait silencieux et n'osait pas me regarder. Quelque chose devait arriver mais je ne savais pas quoi, bien que je pressentais ce que cela pouvait être. Les militaires attendaient un ordre pour savoir ce qu'ils devaient faire de moi. Puis le pilote appelle l'officier et ils se parlent à voix basse. Je comprends qu'il lui dit : « Nous attendons un ordre ».

Beaucoup de souvenirs se pressaient dans mon esprit et dans mon cœur ; cependant j'étais serein et ma force venait de la prière, de la foi et de l'engagement assumé auprès des peuples d'Amérique latine et d'Argentine, de l'appartenance, des valeurs et de la lutte pour la vie face aux dictatures militaires. Je me souvenais des êtres chers, de mon épouse et de mes enfants, que le 7 mai, c'était l'anniversaire de mon fils Ernesto – j'éprouvais de la douleur de ne pouvoir être avec ma famille pour célébrer et partager. L'incertitude de ne pas savoir si je serais encore vivant.

J'étais informé du fait que la dictature militaire ordonnait de jeter des prisonniers depuis des avions dans le Río de La Plata et dans la mer. À Genève, à l'Association internationale des juristes, j'avais pu voir quelques microfilms montrant des cadavres de prisonniers que le courant du fleuve avait fait échouer sur la côte uruguayenne.

L'avion continuait à tourner entre la côte et le fleuve. Il faisait très froid et le temps s'écoulait interminable dans une attente incertaine chargée de tensions et d'une odeur de mort dans ce vol qui n'allait nulle part.

Le matin et le soleil commençaient à s'éveiller après une nuit chargée de présages et d'incertitudes. Je demeurais enchaîné dans l'avion sans possibilité de faire le moindre mouvement, sans réponse à mes questions avec seulement quelques regards furtifs et le chuchotement de leurs conversations avec leurs armes toujours sur les genoux. Je me demandais si j'étais arrivé à la limite de la vie, si tout ceci était la fin et j'essayais seulement d'aspirer l'air comme si c'était la dernière bouffée de vie.

Je me souvenais des camarades du SERPAJ, de mon fils aîné, Leonardo, de sa résistance et

de son travail pour la défense des droits des peuples ; il était très jeune et avait beaucoup d'enthousiasme et d'engagement pour accompagner les organisations qui émergeaient du drame que vivait le peuple. Je me souvenais de ceux qui donnaient leurs vies pour donner la vie et qui, depuis l'endroit où ils se trouvaient, résistaient avec dignité, comme ce groupe de femmes [2] avec lesquelles nous partageons la douleur, la résistance et la force de la prière œcuménique. Elles surmontaient toutes les barrières culturelles, idéologiques et politiques, unies pour savoir où l'on avait amené leurs fils et leurs filles. Nous avons appris à tisser des réseaux solidaires.

Pendant ce temps intemporel, sans dimension, le vol de la mort continuait, jusqu'à ce que le pilote dise à voix haute : « Je reçois l'ordre d'aller à la Base aérienne de Morón avec le prisonnier ». Alors, l'avion longe la côte et se dirige vers la base de Palomar. C'est un édifice peint de couleur jaune déjà un peu délavée par le temps. L'avion atterrit sur la piste et stationne près de cet édifice. Je reste avec le gardien armé. Le pilote et les officiers se dirigent vers l'édifice. Je ne sais plus combien de temps cela dure, sans doute plus de deux heures ; je crois que c'est alors que l'on décide ce que l'on va faire de moi. La pression internationale était intense, pression des églises, des gouvernements, des organisations sociales et culturelles et des organismes internationaux.

Quand le pilote et les officiers reviennent, ils disent : « Soyez content, nous vous amenons à l'U9, l'Unité neuf » ; je crois bien que j'ai été vraiment content qu'ils me conduisent en prison, car l'autre alternative, c'était la mort.

En ce jour du 5 mai de l'année 1977, j'ai rendu grâce à Dieu et à la vie de pouvoir continuer la lutte et la résistance dans l'espérance. Je sais que cette lutte et cette résistance ne sont toujours pas terminées. Il faut continuer malgré toutes les erreurs commises comme, par exemple, la remise du patrimoine du peuple à la voracité des entreprises internationales et toutes les trahisons de ceux qui ont vendu notre pays. Il faut récupérer les valeurs, l'identité, le sens de la vie et la dignité de notre peuple. Pour que la lutte et les espoirs de ceux qui ont donné leur vie pour donner la vie, n'aient pas été inutiles.

32 années après, il faut continuer à construire dans l'espérance. Malgré tout.

- ▶ **Dial - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 3060.**
- ▶ Traduction de Francis Gély.
- ▶ Source (espagnol) : [Texte](#) envoyé par le SERPAJ, 5 mai 2009.

## Notes

[1] En Uruguay.

[2] Les [Mères de la Place de Mai](#).

La source originale de cet article est [SERPAJ](#)  
Copyright © [Adolfo Pérez Esquivel](#), [SERPAJ](#), 2009

## **Esquive!**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)